



## Les politiques de la ville et les politiques de prévention et de sécurité : quelles articulations ?

Liste sélective des documents consultables au centre de Documentation du CRPV-PACA, suivie d'une sélection de sites internet

CRPV-PACA, 24 mars 2009

Pour tous renseignements : Isabelle Marguerite : 04 96 11 50 43 ; [isabelle.marguerite@crpv-paca.org](mailto:isabelle.marguerite@crpv-paca.org)

### Prévention de la délinquance : guide du coordonnateur

COLOMBE, Serge

Voiron : Editions la lettre du cadre territorial, 2009, 134 p.

Commentaire *Qu'est-ce que le « coordo » ? Sous ce vocable se cache une réalité différente, fonction de nombreux paramètres tels que le contexte local, l'expérience professionnelle ou encore le positionnement hiérarchique. Aujourd'hui, le coordonnateur local de sécurité entre dans une nouvelle dimension. En effet, le rôle prépondérant accordé depuis peu au maire en matière de prévention de la délinquance a davantage légitimé ses attributions. Ces dernières, de plus en plus techniques et pointues, nécessitent la maîtrise d'un certain nombre de concepts et d'outils que le présent ouvrage se propose de détailler et d'expliquer. Agrémenté de témoignages de professionnels et d'illustrations, cet ouvrage a pour ambition d'être un outil pratique à la disposition de tous ceux qui se destinent aux fonctions de coordonnateur local de sécurité.*

*Au sommaire : historique (du rapport Peyrefitte à la loi du 5 mars 2007 sur la prévention de la délinquance) ; architecture actuelle de la prévention de la délinquance et de la sécurité intérieure ; la "boîte à outils" du coordonnateur ; une comparaison à l'international : l'exemple du Canada.*

Cote PRE-33

### Le magistrat, le maire et la sécurité publique : action publique partenariale et dynamiques professionnelles

DOUILLET, Anne-Cécile ; DE MAILLARD, Jacques

Revue française de sociologie, N° 4/2008, p. 793-818

Commentaire *Cet article questionne les rapports entre acteurs judiciaires et municipaux dans la gestion des questions de sécurité publique, à un moment où, sous l'effet de la diffusion des politiques contractuelles, de la promotion d'approches multidisciplinaires et des demandes des municipalités, ont été mis en place des dispositifs visant à promouvoir une action partenariale entre ces acteurs. À partir d'une enquête monographique,*

*l'article analyse les relations qui prennent place dans ce contexte. Malgré des échanges ponctuels, les coopérations restent faibles. C'est cependant l'évitement plus que les conflits explicites qui caractérise les relations entre les municipalités et l'institution judiciaire : les acteurs préfèrent souvent se retirer discrètement des partenariats plutôt que d'exprimer leurs désaccords. Ceci est dû à des logiques d'action assez fortement différenciées, qui n'empêchent pas une reconnaissance du rôle joué par l'autre : les acteurs ne définissent pas les problèmes de façon identique, ce qui a des effets sur la hiérarchisation de leurs priorités et sur les modes d'action qu'ils privilégient*

Cote DT-PRE

### La France a peur. Une histoire sociale de l'"insécurité"

BONELLI, Laurent

Paris : Editions La Découverte, 2008, 418 p.

Commentaire *D'où vient l'inflation du thème de la sécurité depuis le début des années 1980 ? Dans quelle mesure a-t-elle modifié la perception des milieux populaires et de leurs problèmes sociaux ? Cet ouvrage montre que l'émergence de l'insécurité est liée aux formes de précarité qui se développent depuis la fin des Trente Glorieuses et le recul de l'Etat social. Dans une première partie, l'auteur analyse les transformations des quartiers et des milieux "populaires" dans la France des années 1980 (les grands ensembles et leur histoire, disciplines et indisciplines des jeunes populaires). La deuxième partie fait la généalogie des discours politiques de sécurité. La troisième partie montre comment l'"insécurité" est devenue un objet et un enjeu du débat politique. Une quatrième partie s'attache à montrer la "reformulation" médiatique de la sécurité. 5ème partie : production, avènement et usages d'une science d'Etat. Les politiques locales de sécurité sont analysées dans la 6ème partie. Et enfin, la 7ème partie s'attache à la réorganisation et à la revalorisation du travail policier.*

Cote PRE-32

Prévention de la délinquance, mobilisation

**civile et recherche de la juste peine. Montréal, 28 septembre/ 3 octobre 2008**

CONSEIL NATIONAL DES VILLES

Saint-Denis : Conseil National des Villes, 2008, 60 p.  
Commentaire *Ce rapport de mission effectuée à l'automne 2008 présente les systèmes de prévention de la criminalité au Canada et au Québec. Il le programme a été centré sur la prévention de la criminalité au Québec, la police et son organisation, son rôle dans la prévention de la criminalité, les mesures discrétionnaires appliquées par les policiers dans le cadre du système pénal pour les adolescents (sanctions extrajudiciaires), le système de libération conditionnelle des détenus, la mobilisation des organismes communautaires dans le cadre de la prévention de la criminalité ou des mesures extrajudiciaires et les forums de partenariat, notamment pour préserver les droits des personnes, qu'il s'agisse de victime de crime ou des personnes démunies.*

Cote NUM-PRE-4

**La recherche, la politique et les dispositifs de lutte contre l'insécurité»,**

BOUCHER, Manuel, *Socio-logos*, Numéro 1, [En ligne], mis en ligne le : 19 avril 2006. URL : <http://socio-logos.revues.org/document24.html>. Consulté le 23 mars 2009.

**L'insécurité "saisie" par les maires. Un enjeu de politiques municipales**

LE GOFF, Tanguy

Revue Française de Science Politique, N°3, juin 2005, pp. 415-444

Commentaire *Depuis une vingtaine d'années, les maires se sont saisis de l'insécurité. Significatives sont, à cet égard, les dernières élections municipales où, dans nombre de villes françaises, l'insécurité a constitué l'une des priorités défendues par les édiles dans leur programme électoral et dans leurs discours, marqués, aussi bien à droite qu'à gauche, par une tonalité punitive. Les pratiques ont suivi à travers les moyens importants qu'ont développés les maires pour rassurer leur électorat inquiet : création de polices municipales, recours à l'industrie de la sécurité, recrutement d'experts municipaux en sécurité et de nouveaux professionnels quadrillant le territoire des villes (médiateurs urbains, « grands frères »...). Par leurs discours offensifs, par leurs revendications, au sein des arènes nationales, d'une extension de leurs pouvoirs de police et par leurs nouvelles capacités d'intervention, les maires réactivent ainsi un rôle traditionnel du métier d'élu local, mis en sommeil depuis la nationalisation des polices locales en 1941, celui de garant de la tranquillité publique.*

Cote DT-PRE

**Propositions d'orientations pour la mise en place de contrats locaux de sécurité de nouvelle génération.**

Collectif

Paris : Inspection Générale de l'Administration, 2005, 95 p.

Commentaire *Selon le présent rapport, la rénovation des contrats locaux de sécurité (CLS)*

*élaborés et signés depuis 1997 se justifie depuis la mise en place les conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) en 2002 et le lancement du plan « 25 quartiers » en 2004. Une mise en cohérence de ces dispositifs est souhaitée par les maires et les partenaires locaux qui, pour la plupart, estiment que le CLS reste un outil pertinent mais souhaitent aussi que soient tirés les enseignements du constat de ses forces et faiblesses. Ce rapport donne les bases du CLS nouvelle génération (répondre aux attentes des maires, des différents partenaires, déterminer le champ du CLS à partir du diagnostic local, assurer l'échange d'informations nominatives) et les moyens de sa mise en oeuvre (politique nationale de prévention de la délinquance et réorganisation des dispositifs territoriaux de prévention).*

Cote NUM-PRE-3

**La connaissance, un outil de la prévention de la délinquance.**

Les "5 à 7" de Profession Banlieue - n°10

ROCHE, Sebastian

Profession Banlieue, 08/04/2004, 22 p.

Commentaire *Ce document présente la nécessité d'aborder aussi les questions de prévention à partir d'un angle scientifique et expérimental. Pour l'auteur, l'étude des facteurs de la délinquance est un préalable à toute intervention. L'auteur revient aussi sur la nécessité de prévoir une évaluation systématique des actions liées à cette thématique afin de mieux définir les attentes, le public ciblé, les indicateurs.*

Cote DT-PRE

**Face à la délinquance des mineurs, des acteurs et des actions**

WYVEKENS, Anne

Saint-Denis : Profession Banlieue, 03/2004, 65 p.

Commentaire *Fruit d'un groupe de travail, ce rapport composé de deux parties, une partie débat et une partie dispositifs, textes et pratiques, porte sur les acteurs et les actions liés à la délinquance des mineurs. La première partie aborde les questions liées aux partenariats et celles concernant la sanction éducative. La deuxième partie porte sur les réponses judiciaires (ordonnance de 1945 et "loi Perben"); le secret professionnel et le "secret partagé"; les observatoires de la délinquance; l'absentéisme et la rupture scolaire; l'action de la chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis en matière de sécurité.*

Cote PRE-29

**Vers la démonopolisation des fonctions régaliennes : contractualisation, territorialisation et européenisation de la sécurité intérieure**

ROCHE, Sébastien

Revue Française de Science Politique, n°1, 2004, p. 43-69

Commentaire *Le modèle traditionnel d'organisation de la sécurité des citoyens donne une place prééminente au gouvernement central et à ses agents au plan local. L'analyse de la situation actuelle conduit à diagnostiquer la perte de la centralité de*

*l'Etat, d'une part, et l'hybridation des logiques et des acteurs (citoyens, communes, Etat, Europe, entreprises, assurances), d'autre part, ce qui conduit à défendre l'idée qu'une démonopolisation des fonctions régaliennes est en cours et qu'une gouvernance nouvelle de la sécurité s'est installée.*

Cote DT-PRE

#### **Politique de la ville et prévention de la délinquance. Recueil d'actions locales**

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE

Saint-Denis-La-Plaine : Les Editions de la DIV, 2004, 308 p.

Commentaire *Ce document présente des expériences menées un peu partout en France dans les domaines de la prévention de la délinquance : dispositifs et outils; prévention situationnelle; médiation sociale ; accès aux droits, aide aux victimes; accompagnement des jeunes et soutien à la parentalité; prévention des toxicomanies; prévention de la récidive.*

Cote PRE-28

#### **La formation continue des chargés des politiques locales de prévention et de sécurité.**

##### **Rapport final**

DUBOUCHET, Louis ; LUTTIAU, Christine

Paris : Délégation Interministérielle à la Ville et au Développement Social Urbain, 2004, 58 p.

Commentaire *Ce rapport sur la formation des personnes en charge de la prévention permet de faire le point sur l'offre de formation, la motivation de ces personnes pour avoir une formation complémentaire à celle déjà suivie, les conditions d'accès à ces formations, leur accessibilité et leurs modes d'organisation.*

Cote NUM-PRE-2

#### **Avis du CNV sur les Maisons de la Justice et du Droit (MJD)**

CONSEIL NATIONAL DES VILLES

Paris : Délégation Interministérielle à la Ville et au Développement Social Urbain, 26/06/2003, 13 p.

Commentaire *Un historique et un état des lieux des MJD sont proposés. Les points de vue des différents acteurs sur ces dispositifs sont présentés. Des propositions d'amélioration sont faites.*

Cote DT-PRE

#### **Etude CLS, CCPD, Contrats de ville sur 10 sites urbains. "Comment se construisent les articulations et les complémentarités entre les dispositifs territoriaux de prévention de la délinquance et les contrats de ville"**

CAUQUIL, Guy

CIRESE, 03/2003, 11 p.

Commentaire *Ce travail permet de comprendre comment se sont articulés les acteurs, les problématiques et les dispositifs de prévention et de sécurité dans le cadre des contrats de ville. L'implication des maires, l'organisation des dispositifs publics, les dynamiques intercommunales, la participation des habitants, l'intégration des acteurs de CLS/CCPD dans l'équipe MOUS et les méthodes mobilisées sont caractérisés. Des préconisations sont ensuite faites pour la mise en œuvre des nouveaux*

CLSPD.

Cote DT-PRE

#### **Partenariat et évaluation : le cas des contrats locaux de sécurité**

DIEU, François ; DOMINGO, Bruno

Revue Internationale de criminologie et de police technique et scientifique, N° 1, 2003, 22 p.

Commentaire *Cet article aborde les problèmes concrets posés par l'évaluation d'un dispositif contractuel de lutte contre l'insécurité (les contrats locaux de sécurité), à partir des expériences menées dans l'agglomération toulousaine, en soulignant notamment les difficultés d'inscription dans l'action partenariale et les limites générales de la démarche évaluative.*

Cote DT-PRE

#### **Mettre en oeuvre et piloter des dispositifs de prévention et de sécurité urbaine. Démarches, outils et acteurs**

CENTRE DE RESSOURCES DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

Les Cahiers du DSU, n° 38, 2003, 47 p.

Commentaire *Les politiques locales de prévention et de sécurité urbaine sont en reconfiguration, le partenariat est réaffirmé et élargit. Ce numéro tente de répondre aux attentes des élus et des professionnels en fournissant des éléments de méthode, des outils et des éclairages sur les systèmes d'acteurs. La communication en matière de sécurité ou encore la vidéosurveillance sont abordées.*

Cote DT-PRE

#### **Quartiers en vacances. Des opérations Prévention Eté à Ville Vie Vacances. 1982-2002**

LAPEYRONNIE, Didier

Saint-Denis-La-Plaine : Les Editions de la DIV, 2003, 218p.

Commentaire *Cet ouvrage fait le bilan des dispositifs de prévention et d'accès aux loisirs lancés en 1982 (Opération Prévention Eté), et poursuivi depuis (programme Ville, Vie, Vacances). Une équipe de six personnes, universitaires et consultants, en charge chacune d'une thématique (historique, le public et son évolution, les acteurs de l'innovation, les rapports entre le technique et le politique, le travail social, les associations) a réalisé cette évaluation sous la direction de D. Lapeyronnie. Une synthèse d'une vingtaine de pages, assortie de propositions pour améliorer l'efficacité du dispositif, précède la restitution des travaux.*

Cote PRE-26

#### **Le contrat local de sécurité. Un outil en débat**

Collectif

Saint-Denis : Profession Banlieue, 12/2002, 177 p.

Commentaire *Cette publication affine le rôle et la structuration de la fonction des chargés de mission des contrats locaux de sécurité (CLS). De plus, l'articulation des CLS avec la politique de la ville, les difficultés de partage de l'information, les outils d'évaluation de ces contrats sont des thèmes abordés.*

Cote PRE-23

### **Comment installer un Conseil Local de la Sécurité et de la Prévention de la Délinquance ?**

Collectif

Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure 11/2002, 26 p.

Commentaire *Quelques orientations pour la phase d'installation d'un CLSPD sont réunies dans ce guide. Des textes législatifs, des sites internet et un tableau des objectifs sont en annexe.*

Cote DT-PRE

### **Crime et sécurité. L'état des savoirs**

MUCCHIELLI, Laurent ; ROBERT, Philippe

Paris : Editions La Découverte, 02/2002, 439 p.

Commentaire *Ce document réunit des contributions de spécialistes de recherches sur la délinquance, la criminalité et les politiques de sécurité. La première partie décrit les grandes tendances d'évolution de ces domaines ainsi que de la place accordée à l'insécurité par les médias et le débat politique. La deuxième partie étudie les modifications de la loi pénale, la troisième partie dresse un panorama des délinquances et la quatrième présente les étapes du processus de la sanction pénale et ses acteurs. Enfin, la dernière partie est consacrée aux débats actuels : sentiment d'insécurité, médiation, construction européenne de la sécurité, modèle américain ...*

Cote PRE-25

### **La justice de proximité**

PEYRAT, Didier

Paris : La Documentation française, 01/2002, 84 p.

Commentaire *Depuis les premières expériences de Maisons de la justice et du droit, près de quatre-vingt de ces structures de proximité ont vu le jour en France, en dix ans. Leur objectif principal est de rapprocher les citoyens de leur justice, de façon physique mais aussi au niveau des distances sociales et relationnelles. Elles s'inscrivent dans le mouvement général de territorialisation des politiques publiques.*

Cote PRE-22

### **Les coordonnateurs des politiques locales de prévention de la délinquance et de sécurité : positionnement, trajectoires professionnelles et responsabilités. Note de synthèse générale**

BERLIOZ, Gilbert

Délégation Interministérielle à la Ville et au Développement Social Urbain, 07/2001, 10 p.

Commentaire *Le document s'attache à caractériser la fonction des coordonnateurs des politiques locales de prévention et de sécurité.*

Cote DT-PRE

### **Violences urbaines : des contrats locaux de sécurité à la gestion de proximité. Atelier 30**

ARRR

Marseille : DRE-PACA; Région PACA; Groupe Caisse des Dépôts, 2000, 30 p.

Commentaire *Cette journée a permis la*

*présentation de deux cas de contrats locaux de sécurité : Salon-de-Provence, et Avignon. Les présentations et débats ont ensuite porté sur les points suivants : la gestion de proximité comme élément de réponse ; l'approche psychosociologique des agents de services publics (par Charles Rojzman); espace public et sécurité, par Chantal Deckmyn.*

Cote DT-PRE

### **Réponses à la délinquance des mineurs. Rapport au Premier ministre**

LAZERGES, Christine ; BALDUYCK, Jean-Pierre

Mission Interministérielle sur la Prévention et le Traitement de la Délinquance des Mineurs, 04/1998, 282 p.

Commentaire *Le rapport apporte des propositions de réponse à la délinquance des mineurs. La responsabilisation des parents est souhaitée ainsi que le renforcement des dispositifs d'aide aux parents ou de sanction. De plus, les rôles de l'éducation nationale, des services départementaux et des services sanitaires et sociaux sont abordés, ainsi que la place des médias. En deuxième partie, les modalités d'intervention de la police et de la justice sont étudiées et critiquées.*

Cote PRE-20

### **Réponses à la délinquance des mineurs Annexes. Rapport au Premier ministre**

LAZERGES, Christine ; BALDUYCK, Jean-Pierre

Mission Interministérielle sur la Prévention et le Traitement de la Délinquance des Mineurs, 04/1998

Commentaire *Les annexes contiennent des textes internationaux dont européens, des statistiques, la circulaire des contrats locaux de sécurité et d'autres textes juridiques. Des expériences menées dans d'autres pays européens sont présentées, ainsi qu'une bibliographie.*

Cote PRE-21

### **L'autorité comme prévention. La justice et la police dans la politique de la ville**

DOURLENS, Christine ; VIDAL-NAQUET, Pierre

Centre d'Etude et de Recherche sur les Pratiques de l'Espace, 08/1993, 189 p.

Commentaire *L'implication de la justice et de la police dans le territoire des quartiers transforme la politique de la ville et permet une meilleure articulation des actions de prévention de la délinquance. Cette réorganisation technique ne doit pas occulter la question de l'exercice de l'autorité de l'Etat dans les politiques locales de sécurité. La première partie du document fait un point sur la crise identitaire de la justice et sur la médiation. La seconde partie étudie le cas de Marseille et de la police de proximité.*

Cote PRE-17

### **Les opérations prévention été. Evaluation réflexion méthode**

DUBOUCHET, Louis

Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et de la Ville; Délégation Interministérielle à la Ville et au Développement Social Urbain 01/1993, 64 p.

Commentaire *Une analyse évaluative du dispositif*

de 1989 est rappelée. La sélection des jeunes bénéficiaires est expliquée : critères, méthodes de sélection. Différents partenaires s'impliquent dans ces opérations pour pérenniser leurs effets positifs.

**Prévention de la délinquance et territoires à l'heure du XIème plan. Séminaire 1993**

KIRSZBAUM, Thomas

Paris : Délégation Interministérielle à la Ville et au Développement Social Urbain; Les Editions d'Ensembles, 1993, 111 p.

Commentaire *La réflexion du séminaire s'est organisée autour de trois axes : la spécificité de la prévention de la délinquance, les objectifs, stratégies et méthodologies de la prévention et enfin, la prise en compte de ces spécificités a permis de préciser des méthodologies à chaque niveau d'intervention territoriale dans et hors des contrats de ville.*

Cote PRE-7

**Sécurité et démocratie**

VOURC'H, Catherine ; MARCUS, Michel

Sécurité Urbaine en Europe, 1993, 109 p.

Commentaire *Ce document présente la première étape de la constitution d'une instance européenne d'observation, de dialogue et d'analyse des situations d'insécurité et des nouvelles régulations sociales dans les villes européennes. La délinquance est abordée sous toutes ses formes dont l'incivilité et les défaites institutionnelles qui sont étudiées avec des propositions de réponses.*

Cote PRE-11

**Villes en sécurité. Prévention de la délinquance, des récidives, des drogues et de la toxicomanie**

Forum des Collectivités Territoriales Européennes pour la Sécurité Urbaine, 06/1992, 308 p.

Commentaire *Ce document synthétise les débats ayant eu lieu entre des représentants des collectivités territoriales du Canada, d'Europe et des Etats-Unis. Les débats avaient pour sujets : la délinquance sous toutes ses formes et les moyens d'y répondre par la prévention et par un règlement des*

*conflits plus communautaire.*

Cote PRE-12

**Diagnostic local de sécurité. Eléments de cahier des charges**

ESTEBE, Philippe

Paris : Délégation Interministérielle à la Ville et au Développement Social Urbain03/1990, 31 p.

Commentaire *Le diagnostic local de sécurité est un outil méthodologique à destination des collectivités locales afin d'établir un bilan des actions engagées et d'analyser les éléments constitutifs de l'offre locale de sécurité.*

Cote DT-PRE

**TEXTES OFFICIELS**

**Circulaire : objet : politique de prévention de la délinquance, préparation des contrats locaux de sécurité nouvelle génération.**

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Ministère de l'Intérieur, 2006, 6 p.

Commentaire *Le gouvernement a diffusé le 4 décembre une circulaire interministérielle destinée à préparer les contrats locaux de sécurité (CLS) de nouvelle génération. Objectif : "donner une nouvelle impulsion à la prévention de la délinquance" en rénovant ces contrats. Le gouvernement propose ainsi de conclure désormais les CLS sur les territoires "exposés à une activité délinquante soutenue notamment caractérisée par une forte implication des mineurs". A cet égard, la géographie prioritaire des CUCS pourrait sans exclusivité constituer "une référence pour la géographie des CLS de nouvelle génération". Par ailleurs, ces CLS devront intégrer un "plan local de prévention de la délinquance" qui devra être axé "aussi souvent que possible sur le traitement des situations individuelles et familiales" et la prévention situationnelle.*

Cote DT-PRE

## Sur le web :

### Sites internet :

- Secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance : <http://www.sgcipd.interieur.gouv.fr/>
- Forum français pour la sécurité urbaine : <http://www.ffsu.org/>
- Institut national des hautes études de sécurité : <http://www.inhes.interieur.gouv.fr/>

### Des ressources en ligne :

- Un dossier en ligne sur le site « Vie publique » : «**La politique de la ville 1970-2005 : Sécurité et prévention** » : cadre contractuel, du CCPD au CLSPD ; les actions de prévention : <http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/politique-ville/securite-prevention/#>
- Un autre dossier sur le même site : **Juges et justice de proximité (1980-2006) : tableau de la justice de proximité en 2006** : <http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/juge-justice-proximite/index/#>
- Avec un glossaire : <http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/juge-justice-proximite/glossaire/#>
- Sur le site de la délégation interministérielle à la Ville, un dossier en ligne de juillet 2007 sur «**Citoyenneté et prévention de la délinquance** » : évolution actuelle, les politiques locales de prévention, l'action de la DIV, diffuser les « bonnes pratiques », les principaux dispositifs : [http://www.ville.gouv.fr/article.php3?id\\_article=12](http://www.ville.gouv.fr/article.php3?id_article=12)
-